

Questions orales

● (1530)

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêches)): Les négociations, lors de la dernière réunion de CIPAN, visaient à rendre cette région inaccessible à toutes les nations pendant la période en cause, soit en février, mars, avril, et mai. Quant à la question de la compensation, j'aimerais tenir la question pour préavis.

LA PRÉSENCE DE CHALUTIERS PORTUGAIS ET FRANÇAIS
DANS LA BAIE SAINT-GEORGES—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Le ministre nous a dit avoir entendu des instances au sujet de la présence de petits chalutiers portugais et français dans la région de la baie Saint-Georges, à l'ouest de Terre-Neuve. Quelles mesures son ministère a-t-il prises au sujet de l'entrée de ces bateaux à l'intérieur de la limite de 12 milles?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêches)): Je n'ai pas été informé de cette situation. Je vais vérifier et ferai un rapport au député.

* * *

L'ÉNERGIE

LE PRIX DE VENTE DE LA PART GOUVERNEMENTALE DU
PÉTROLE DE SYNCRUDE—LES STIMULANTS À LA RECHERCHE
DE PÉTROLE CONVENTIONNEL

M. Peter Bawden (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre, qui a mentionné les consommateurs en parlant des sables bitumineux. Maintenant que le gouvernement participe à la mise en valeur de pétrole cher pour les consommateurs canadiens et qu'il a indiqué qu'il pourrait prendre en nature sa part de 15 p. 100 du pétrole brut, nous dirait-il si ce pétrole pourra être vendu aux Canadiens à un prix inférieur au prix mondial? Dirait-il en même temps à la Chambre quels sont ses plans pour stimuler la recherche de pétrole conventionnel bien meilleur marché, compte tenu des dispositions défavorables que renfermait le budget et de la diminution de l'exploration?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Ma foi, monsieur l'Orateur, la première partie de la question porte sur le prix et la production hypothétiques du pétrole au Canada dans les années à venir. Je ne puis y répondre. Comme le sait le député, le prix au Canada a été établi par entente entre tous les gouvernements jusqu'au 1^{er} juillet prochain. Il doit y avoir une conférence en avril à laquelle nous discuterons du prix pour la période suivante. Je ne sais pas à l'heure actuelle quelle sera la durée de cette période ni quel sera le prix; ce sera une question de négociation et d'entente, comme le dernier accord.

[M. Crouse.]

M. Stanfield: C'était toute une entente.

M. Trudeau: Pour ce qui est de la deuxième partie de la question, je ne puis que répéter la politique du gouvernement qu'a exposée le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources: nous désirons ardemment, bien sûr, qu'on fasse de l'exploration pour trouver du pétrole dans les régions éloignées et du pétrole conventionnel, et nous estimons que les mesures budgétaires et les positions plus récentes des provinces productrices l'ont rendue possible.

M. Bawden: Le premier ministre a parlé de l'importance du pétrole des régions éloignées. Se rend-il compte que la plupart des réserves conventionnelles gisent en fait en terrain fédéral? Se rend-il compte qu'il y a presque cinq ans que des règlements ont été promulgués? Ne serait-il pas bon que le gouvernement établisse des règlements qui encouragent les gens à travailler aux terrains, aux sables bitumineux, au lieu d'attendre qu'ils viennent le voir avec diverses propositions individuelles?

M. Trudeau: C'est une idée dont je prends note avec grand intérêt.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA POSSIBILITÉ DE PRATIQUE D'ESPIONNAGE INDUSTRIEL
PAR LA CIA AMÉRICAINE—LES INTENTIONS DU
GOUVERNEMENT

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je voudrais savoir si, depuis vendredi dernier lorsque j'ai soulevé la question, il a pu déterminer si la Central Intelligence Agency des États-Unis envisageait de mettre en œuvre son plan d'étude secrète de la technologie des transports? Dans l'affirmative, a-t-on déjà adjugé un contrat et à qui? Le ministre a-t-il vérifié si le gouvernement américain s'était livré à des actes d'espionnage industriel du même genre au Canada dans d'autres domaines que l'industrie du transport?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Quel que soit le nom qu'on donne à ce genre de recherches, elles portent entièrement sur des renseignements qui sont du domaine public.

M. Beatty: Puis-je demander précisément au ministre s'il a lu la demande de contrat envoyée par M. John C. Dougherty de la CIA le 26 novembre? Dans l'affirmative, comment peut-il concilier ce qu'il vient de déclarer et ce qui est déclaré dans la lettre . . .

Le travail en question comprend l'utilisation de renseignements classifiés top secret. Les employés de l'entrepreneur choisis pour cet effort devront donc avoir reçu de l'agence les autorisations voulues pour avoir accès à ces renseignements classifiés.